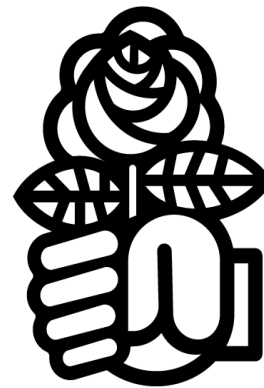


Alternative citoyenne, les Alternatifs, la Gauche Républicaine, LCR, MARS, PCF, PRG, PS, Régions et Peuples Solidaires, les Verts

Ensemble, exigeons le retrait du CPE

CPE = contrat de première précarité



- En juin dernier, la droite a imposé le CNE (contrat nouvelle embauche) aux salariés des entreprises de moins de 20 salariés.
- En février, elle veut étendre ce dispositif à tous les jeunes de moins de 26 ans.
- Dans quelques mois, si un coup d'arrêt n'est pas marqué maintenant, la droite imposera son projet complet : le démantèlement du code du travail avec la disparition du CDI.

Depuis plusieurs semaines, partout en France, jeunes, lycéens, étudiants et salariés se sont retrouvés pour exiger le retrait du CPE. Ensemble, amplifions ce mouvement.

Nous exigeons le retrait du CPE. Pourquoi ?

Un Contrat Précarité Exclusion

- Le CPE institutionnalise le **travailleur jetable** : à tout moment, les jeunes pourront être licenciés.
- Le CPE donne un **permis de licencier** à volonté à l'employeur qui n'est même plus obligé de motiver le renvoi de son jeune salarié.
- LE CPE n'exige **aucune garantie** des patrons qui pourront licencier, remplacer un jeune en CPE par un autre jeune en CPE et continuer de bénéficier des exonérations de charges.
- Le CPE ne donne même **pas droit au versement d'une prime de précarité**
- Le CPE ne s'applique pas uniquement à la première embauche. Un-e jeune pourra **passer de CPE en CPE**.

Un contrat sans avenir

- Le CPE interdit toute construction d'un projet d'avenir
- En bradant les jeunes sur le marché du travail, le CPE organise la **concurrence entre les générations**.

Un contrat sans emploi

- Le CPE ne créera **aucun emploi supplémentaire**. On l'a vu avec le CNE, vraie aubaine pour les patrons, ceux qui ont signé un CNE auraient de toute façon recruté.
- En revanche avec le CPE, tous les jeunes de moins de 26 ans seront potentiellement précaires, y compris ceux qui auraient été embauchés en CDI.

On ne crée pas de l'emploi en fragilisant les salariés, en précarisant la jeunesse, en remettant en cause les droits acquis des salariés (CPE, travail de nuit des mineurs, apprentissage à 14 ans, directive Bolkestein, remise en cause des droits des étrangers, etc.).

Ensemble, il nous faut riposter à la politique de la droite.

Alternative citoyenne, les Alternatifs, la Gauche Républicaine, LCR, MARS, PCF, PRG, PS, Régions et Peuples Solidaires, les Verts